



----- Hôpital Pitié-Salpêtrière ----- 28/04/2026

# **Contre les politiques guerrières et antisociales de la bourgeoisie, vive la riposte ouvrière et internationaliste du 1er mai !**

Le muguet et le pain frais seraient-ils devenus absolument indispensables au fonctionnement de l'économie capitaliste ? Lecornu, main dans la main avec le patronat, la droite et le Rassemblement national, cherche à remettre en cause le caractère férié et chômé du 1<sup>er</sup> mai. Le gouvernement n'a pas légiféré à temps, mais a demandé aux salariés de l'État chargés de contrôler le respect du Code du travail de ne pas verbaliser les boulangeries et les fleuristes qui feront travailler leurs salariés vendredi...

« L'État opprime et la loi triche », ces paroles de l'Internationale auraient-elles besoin d'être complétées par : « L'État opprime et triche avec les rares lois protégeant le monde du travail » ?

## **Leur 1er mai et le nôtre**

C'est Pétain qui a transformé cette journée internationale de lutte et de grève en un pâle jour férié nommé « fête du Travail », célébration de l'unité impossible entre ouvriers et patrons. Mais les attaques contre le 1<sup>er</sup> mai n'ont pas pour objectif de liquider l'héritage du régime de Vichy. Au contraire, elles cherchent à supprimer le seul jour qui permet aux travailleurs et travailleuses d'échapper encore à l'exploitation capitaliste, mis à part certains secteurs comme la santé ou les transports où le travail ne peut s'arrêter.

Le 1<sup>er</sup> mai, journée internationale de lutte pour nos droits, a pour origine le combat pour la réduction du temps de travail, avec les vies perdues pour cela à Chicago en 1886 et à Fourmies en 1891. Aujourd'hui encore, dans la plupart des pays, c'est une journée où celles et ceux qui veulent manifester doivent faire grève, en perpétuant le combat de générations entières d'ouvrières et d'ouvriers du monde entier, de leurs conquêtes arrachées malgré la répression violente. Car les droits ne tombent jamais du ciel, ils se gagnent dans la rue.

Face à la flambée des prix, notamment ceux du carburant, contre les licenciements en rafales,

comme l'a encore illustré dernièrement l'annonce de l'arrêt de la production de voitures à Stellantis Poissy, le 1<sup>er</sup> mai doit être un point d'appui pour une riposte d'ensemble, une lutte massive et résolue pour exiger des mesures d'urgence : l'augmentation immédiate des salaires de 400 euros et leur indexation, ainsi que celle des pensions et des prestations sociales, sur le niveau des prix, et l'interdiction des licenciements. Il faudra prendre l'argent où il est : dans les portefeuilles des actionnaires des grands groupes capitalistes, dont l'enrichissement insolent dépasse l'entendement. Au mois de mars, la seule entreprise TotalEnergies a gagné un milliard en spéculant sur les stocks de pétrole !

## **Leurs guerres et notre solidarité internationaliste**

Des dizaines de milliers de morts s'accumulent parmi les peuples du Moyen-Orient et la guerre en Ukraine en a causé plus de 500 000 depuis 2022, sans oublier les guerres atroces et sanglantes dont les médias ne parlent pas, comme au Soudan ou au Congo. Selon le dernier rapport du Fonds monétaire international, « près de 45 % de la population mondiale vit dans des pays touchés par des conflits ou des guerres civiles ». Sur la période 2020-2024, la moitié des pays dans le monde a augmenté son budget militaire, avec pour conséquences des profits record pour les marchands de canons et leur pendant de coupes dans les budgets sociaux et d'attaques contre les classes populaires.

Le 1<sup>er</sup> mai sera l'occasion de réaffirmer que pour nous, travailleurs et travailleuses, les seuls ennemis sont les patrons, les bourgeois, et en premier lieu ceux qui se trouvent dans notre propre pays. À l'inverse, nos alliés, partout dans le monde, sont nombreux et forment l'immense majorité de la population, sans qui rien ne peut tourner dans la société : oui, plus que jamais, prolétaires de tous les pays unissons-nous pour en finir avec le capitalisme, ses guerres et ses oppressions !

**Rendez-vous vendredi 1<sup>er</sup> mai 14h Place de la République !**

### **L'hôpital nous rend malade... dans tous les sens du terme**

On se blesse de plus en plus au travail. Pas étonnant, au vu des conditions de travail qu'on nous impose : 12h d'affilée pour beaucoup, un sous-effectif organisé et nous qui courons faute de pouvoir nous dédoubler, qui portons seul les patients... Pourtant, on nous pousse à reprendre le travail de plus en plus tôt, parfois même quand nos soins ne sont pas terminés. Et nos accidents de service sont de moins en moins reconnus, une manière pour la direction de faire des économies énormes en ne payant plus les agents. Mais ça ne nous dissuadera pas de déclarer nos accidents, et de nous battre pour des conditions de travail dignes !

### **Le travail tue... de plus en plus jeune**

Y a 10 jours, un jeune de 15 ans est mort écrasé par un chariot élévateur lors de son stage en entreprise. Depuis 2020, 423 jeunes de moins de 25 ans sont morts au travail en France. Les gamins sont envoyés en apprentissage de plus en plus jeunes... Résultat, ils se retrouvent dans des cadres de travail extrêmement dangereux, et sont les plus exposés aux accidents du travail.

### **Sous-effectif : même la Cour des comptes le dit !**

La Cour des comptes vient de découvrir un scoop : les erreurs médicales augmentent quand les équipes sont épuisées, instables et en sous-effectif. Dans son rapport publié cette semaine, elle explique que les équipes changent sans arrêt, que la charge de travail est mal évaluée, que la coordination est dégradée et que les procédures ne remplacent pas des collègues en plus... résultant en une dégradation concrète de la qualité des soins.

Pour nous, rien de surprenant. Quand on nous change de service presque tous les jours faute de personnel, qu'on ne connaît ni les patients, ni l'organisation du service, ni les habitudes de prise en charge, le risque d'erreur explose. Une prescription mal interprétée, une information transmise trop vite, un traitement administré dans l'urgence... c'est ça la réalité du sous-effectif.

### **Fermeture de la « Fondation Oeuvre de la Croix Saint Simon » : 1800 salariés menacés en Ile-de-France, 450 étudiants d'IFSI en suspens !**

Cette fondation ne détient pas moins de 35 crèches, 2 EHPAD, une hospitalisation à domicile (HAD) parmi les plus importantes de la région, 2 centres de santé, des centres de PMI, un hôpital Mère-Enfant et 2 IFSI ! En plus de la menace sur les emplois, c'est près de 100 000 patients, usagers et familles qui risquent une rupture de soins et de services.

Mais ça ne se fait pas sans résistance : la semaine dernière, les travailleuses de l'hôpital Mère-Enfant de l'Est Parisien se sont mobilisées devant leur hôpital. Elles réclament de pouvoir continuer à travailler, sans rupture de salaire, avec des conditions de travail conservées, et surtout refusent le privé à but lucratif. À l'IFSI, les étudiant.es se sont mobilisées et réclament que leur école devienne publique, dans un contexte de pénurie importante de soignantes. Leur pétition a déjà 1450 signatures.

Derrière la fermeture, les syndicats et une enquête de Libération révèlent une gestion opaque et brutale, avec détournement de fonds, corruption et fraude à la sécurité sociale, environ 745 000 € sur les deux dernières années...

En attendant que ce soit nous toutes qui gérons nous-mêmes nos lieux de travail (mille fois mieux qu'eux !), toute notre solidarité à leur lutte pour leurs emplois et formations !

### **Carburants : les marges brutes des stations-service ont considérablement augmenté**

Selon des données issues d'un document de travail interne du gouvernement, depuis le début du conflit au Moyen-Orient, les marges brutes des distributeurs de carburants ont considérablement augmenté. En moyenne de 30 centimes par litre de gazole en début d'année, elle peut désormais aller jusqu'à 50 centimes pour certaines enseignes. La marge sur l'essence est passée elle de 30 à 40 centimes. Sont notamment concernées des stations de TotalEnergies, ENI, Esso, Avia, Carrefour Market, Carrefour Contact et Intermarché. Ce qui n'empêchait pas, le 19 avril dernier, la porte-parole du gouvernement, Maud Bregeon, d'assurer avec aplomb qu'aucune « hausse induite » des marges sur le carburant n'avait été « observée » depuis le début de la guerre et son collègue ministre délégué au pouvoir d'achat, Serge Papin, d'affirmer que les distributeurs « jouaient le jeu ». Bref, raffineurs et distributeurs s'en mettent plein les poches et les membres du gouvernement amusent le bon peuple et regardent ailleurs.

### **Liban : le lourd bilan des frappes israéliennes**

Le ministre de la Santé libanais a rendu public le bilan du nombre de victimes des frappes israéliennes depuis le début du conflit du 2 mars. Au total on dénombre 2 509 morts et 7 555 blessés. La région de Nabatiyé a été la plus touchée avec 1 012 morts et 3 099 blessés, suivie de celle du Sud avec 951 tués et 2 945 blessés et enfin Beyrouth et sa banlieue avec 253 tués et 841 blessés. Les attaques israéliennes contre le personnel soignant ont causé 100 morts, 16 hôpitaux ont été endommagés et 4 ont été fermés. Et, malgré le cessez-le-feu, la boucherie continue...

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Pour l'informer ou prendre contact avec ses militants → [etincelle.aphp@gmail.com](mailto:etincelle.aphp@gmail.com)

Pour lire le reste de nos publications → <https://npa-revolutionnaires.org/>